



Strasbourg, 18 mars 2005

Greco (2005) 1F Final

Cinquième rapport général d'activités du GRECO (2004)

Adopté par le GRECO lors de sa 22^{ème} Réunion Plénière
(Strasbourg, 14-18 mars 2005)

I. Nature du rapport

Le rapport général d'activités du Groupe d'Etats contre la corruption – GRECO – pour 2004 est présenté conformément à l'article 8, paragraphe 1, iii) du Statut du GRECO et de l'article 38 de son Règlement Intérieur.

A la lumière de la vaste expérience acquise par le GRECO depuis ses débuts et compte tenu de son impact sur les politiques nationales de lutte contre la corruption, le GRECO a décidé, lors de sa 21^e Réunion Plénière (29 novembre – 2 décembre 2004), d'inclure un chapitre consacré à une question de fond dans le présent rapport général d'activités. Cette question, « Immunités des agents publics : des obstacles possibles à la lutte contre la corruption », est traitée dans le chapitre X du présent rapport.

II. Statut du GRECO

Le 18 avril 2002, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Résolution Res(2002)6 autorisant la continuation de l'Accord partiel élargi établissant le GRECO. Ainsi, à la suite de sa phase initiale de démarrage, le GRECO est devenu un organe permanent du Conseil de l'Europe.

III. Composition

Le GRECO est un Accord partiel élargi ouvert, sur un pied d'égalité, aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres ayant participé à son élaboration et à d'autres Etats non membres invités à y adhérer. Fin décembre 2004, le GRECO comptait 38 membres : Belgique, Bulgarie, Chypre, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Lituanie, Luxembourg, Roumanie, République Slovaque, Slovénie, Espagne et Suède (Etats fondateurs – 1^{er} mai 1999), Pologne (date d'adhésion : 20 mai 1999), Hongrie (9 juillet 1999), Géorgie (16 septembre 1999), Royaume-Uni (18 septembre 1999), Bosnie-Herzégovine (25 février 2000), Lettonie (27 juillet 2000), Danemark (3 août 2000), Etats-Unis d'Amérique (20 septembre 2000), « Ex-République yougoslave de Macédoine » (7 octobre 2000), Croatie (2 décembre 2000), Norvège (6 janvier 2001), Albanie (27 avril 2001), Malte (11 mai 2001), Moldova (28 juin 2001), Pays-Bas (18 décembre 2001), Portugal (1^{er} janvier 2002), République Tchèque (9 février 2002), Serbie-Monténégro (1^{er} avril 2003), Turquie (1^{er} janvier 2004), Arménie (20 janvier 2004) et Azerbaïdjan (1^{er} juin 2004).

IV. Représentants des membres du GRECO et Evaluateurs

La liste des Représentants nommés par les Etats membres figure à l'Annexe I. La liste des Evaluateurs du Deuxième Cycle a été établie conformément à l'article 10, paragraphe 4 du Statut du GRECO.

V. Réunions

Le GRECO a tenu cinq Réunions Plénières en 2004 (toutes à Strasbourg) :

GRECO 17 (22-25 mars)
GRECO 18 (10-14 mai)
GRECO 19 (28 juin–2 juillet)
GRECO 20 (27-30 septembre)
GRECO 21 (29 novembre–2 décembre)

Le Bureau du GRECO s'est réuni à cinq occasions en 2004 :

Bureau 23 (23-24 février, Paris)
Bureau 24 (22-23 avril, Strasbourg)

Bureau 25 (7-8 juin, Bruxelles)
Bureau 26 (8-9 septembre, Strasbourg)
Bureau 27 (28-29 octobre, Strasbourg)

VI. Premier Cycle d'Évaluation

Lors de sa 17^e Réunion Plénière (mars 2004), le GRECO a adopté par consensus le Rapport du Premier Cycle d'Évaluation sur les Etats-Unis d'Amérique, c'est-à-dire le dernier de cette série de rapports. Il est rappelé, dans ce contexte, que le GRECO avait décidé que tout membre adhérent au GRECO après la fin du Premier Cycle d'Évaluation (fin de 2002), serait soumis à une évaluation de Premier Cycle en raison de l'importance cruciale des thèmes traités pour le système anti-corruption des pays. Ces évaluations seront effectuées dans le cadre des Evaluations Conjointes des Premier et Deuxième Cycles pour les membres ayant adhéré au GRECO après décembre 2002 ; les premières Evaluations Conjointes auront lieu au début de 2005.

Procédure de conformité

Le GRECO a évalué les mesures prises par certains de ses membres pour mettre en œuvre les recommandations figurant dans les rapports de son Premier Cycle d'Évaluation et a adopté les Rapports de Conformité du Premier Cycle comme suit :

- lors de sa 17^e Réunion Plénière : Suède
- lors de sa 18^e Réunion Plénière : Bulgarie et Allemagne
- lors de sa 19^e Réunion Plénière : Lituanie, Pologne et Roumanie
- lors de sa 20^e Réunion Plénière : Danemark, Lettonie et Norvège
- lors de sa 21^e Réunion Plénière : Albanie, Croatie, Grèce et « Ex-République yougoslave de Macédoine »

A la suite de l'adoption, en décembre 2003, de son Rapport de Conformité du Premier Cycle sur la Géorgie, qui concluait que le niveau de conformité de la Géorgie aux recommandations du Premier Cycle était insatisfaisant, et conformément à l'article 32, paragraphe 2, alinéa (i) de son Règlement Intérieur, le GRECO a décidé que les informations concernant les efforts actuels déployés pour respecter les recommandations devaient être soumises au GRECO à intervalles réguliers. Le GRECO a désigné un Rapporteur Spécial (M. Ákos KARA, Hongrie) chargé d'établir un rapport sur les progrès accomplis, qui doit être examiné et approuvé à chaque réunion plénière à compter de GRECO 20. En approuvant les commentaires de son Rapporteur Spécial, lors de ses 20^e et 21^e Réunions Plénières, le GRECO s'est félicité des progrès dont a fait état la Géorgie concernant un certain nombre de recommandations du Premier Cycle et a demandé aux autorités géorgiennes de poursuivre leurs efforts. Une évaluation globale des mesures adoptées sera faite en juillet 2005.

Des informations sur les étapes des procédures d'Évaluation et de Conformité du Premier Cycle achevées en 2004 figurent à l'Annexe II.

VII. Deuxième Cycle d'Évaluation

Lors de sa 17^e Réunion Plénière, le GRECO a approuvé un calendrier complet d'Évaluations du Deuxième Cycle (comprenant des Evaluations Conjointes des Premier et Deuxième cycles) et a décidé de prolonger le Deuxième Cycle d'Évaluation jusqu'au 31 décembre 2005. La programmation des procédures d'Évaluation du Deuxième Cycle en 2004 s'est appuyée sur le Calendrier des Evaluations, qui a été régulièrement mis à jour.

Visites d'évaluation

Le GRECO a effectué des visites d'évaluation dans les pays suivants : Lettonie (2-6 février), Royaume-Uni (19-23 avril), Belgique et Norvège (26-30 avril), France (21-25 juin), Danemark (30 août – 3 septembre), Albanie (11-15 octobre), Espagne et Suède (18-22 octobre), Lituanie et « Ex-République yougoslave de Macédoine » (6-10 décembre), Bulgarie et Allemagne (13-17 décembre).

Adoption des rapports d'évaluation

Lors de sa 17^e Réunion Plénière, le GRECO a adopté par consensus le Rapport du Deuxième Cycle d'évaluation sur la République Slovaque.

Lors de sa 18^e Réunion Plénière, le GRECO a adopté par consensus les Rapports du Deuxième Cycle d'évaluation sur la Pologne et le Luxembourg.

Lors de sa 19^e Réunion Plénière, le GRECO a adopté par consensus les Rapports du Deuxième Cycle d'évaluation sur l'Estonie, la Finlande, l'Islande et la Lettonie.

Lors de sa 20^e Réunion Plénière, le GRECO a adopté par consensus les Rapports du Deuxième Cycle d'évaluation sur la Norvège et sur le Royaume-Uni.

Lors de sa 21^e Réunion Plénière, le GRECO a adopté par consensus les Rapports du Deuxième Cycle d'évaluation sur la Belgique et la France.

Les informations sur la composition des équipes d'évaluation et les étapes de la procédure du Deuxième Cycle d'Evaluation figurent à l'Annexe III.

VIII. Budget et programme

Le Royaume-Uni a fait une contribution volontaire généreuse au budget du GRECO, destinée à renforcer le Secrétariat grâce au recrutement d'un agent temporaire de longue durée. Une contribution volontaire analogue sera faite au budget 2005 par les autorités du Royaume-Uni.

Au cours de sa 19^e Réunion Plénière, le GRECO a approuvé les propositions budgétaires pour 2005 et chargé le Secrétaire Exécutif de les transmettre au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le budget a été examiné par le Comité du Budget en septembre 2004 et adopté par le Comité Statutaire le 23 novembre 2004.

Lors de sa 21^e Réunion Plénière, le GRECO a adopté son Programme d'Activités pour 2005, tel qu'il figure dans le document Greco (2004) 16 Final.

IX. Autres sujets

En réponse à une demande des Délégués des Ministres du Conseil de l'Europe, le GRECO a adopté, lors de sa 17^e Réunion Plénière, des commentaires sur la Recommandation de l'Assemblée parlementaire 1646 (2004) « Améliorer les perspectives des pays en développement : un impératif moral pour le monde ».

Le GRECO a adopté un document proposant des lignes directrices pour l'examen des futures demandes de statut d'observateur auprès du GRECO [Greco (2003) 27 Rév 4]. La demande de statut d'observateur de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) est examinée par le GRECO à la lumière de ces lignes directrices et il a été décidé de ne pas accorder le statut d'observateur à la BERD. Le GRECO a néanmoins souligné que la BERD et lui-même partageaient certaines valeurs et certains objectifs et que d'autres moyens de coopération devaient être étudiés.

Des contacts officiels ont été établis avec le Bureau du coordinateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE lors de la 18^e Réunion Plénière du GRECO et avec la Banque Mondiale, lors d'une audition tenue pendant la 20^e Réunion Plénière du GRECO. Les modalités d'une coopération future avec les deux organisations sont en examen.

L'OCDE bénéficie du statut d'observateur auprès du GRECO depuis 2002 ; ses représentants ont participé aux 17^e, 18^e et 20^e Réunions Plénières en 2004. Le GRECO a été représenté lors de plusieurs réunions organisées par l'OCDE dans le domaine de la corruption : Conférence du Réseau de lutte anti-corruption (janvier), première réunion de synthèse du Plan d'action général de lutte contre la corruption pour la Géorgie (janvier), deuxième réunion de synthèse du Plan d'action d'Istanbul organisée par le Réseau de lutte anti-corruption pour les pays en transition/OCDE (juin), 6^e réunion du Groupe directeur de l'OCDE du réseau de lutte anti-corruption pour les pays en transition (septembre) et le Forum mondial de l'OCDE sur la gouvernance (novembre).

Le GRECO a été représenté par son Président, les membres de son Bureau ou le Secrétariat à plusieurs autres manifestations :

- Séminaire sur les instruments juridiques du Conseil de l'Europe contre la corruption (Erevan, janvier) ;
- Conférence organisée par le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe sur un Code de conduite des élus locaux et régionaux (Rome, février) ;
- Conférence sur « Le Kosovo lutte contre la corruption » (Pristina, mai) ;
- La 6^e réunion du Groupe international sur la coordination de lutte contre la corruption (IGAC) qui œuvre sous l'égide des Nations Unies (septembre) ;
- Conférence sur les mesures de lutte contre la corruption en Roumanie, organisée conjointement par l'OCDE et le Ministère de la Justice de Roumanie (Bucarest, novembre) ;
- Réunion de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur la pauvreté et la lutte contre la corruption dans les Etats membres du Conseil de l'Europe (Paris, novembre) ;
- Conférence sur le renforcement de la coopération opérationnelle dans la lutte contre la corruption dans l'Union européenne, organisée par le Bureau fédéral des affaires intérieures d'Autriche (Vienne, novembre) ;
- Première réunion du Groupe d'étude sur un processus de suivi de la Convention des Nations Unies contre la corruption (Paris, décembre).

X. Question de fond : Immunités des agents publics : des obstacles possibles à la lutte contre la corruption

1) Introduction

La prévention de la corruption et la traduction en justice des personnes impliquées dans des pratiques de corruption pourraient être sérieusement entravées par les immunités dont bénéficient certaines catégories d'agents publics et/ou d'élus. C'est pourquoi le Comité des Ministres a énoncé, dans sa Résolution (97) 24 portant les vingt principes directeurs pour la lutte contre la corruption, l'objectif de « veiller à limiter toute immunité à l'égard des enquêtes, des poursuites et des sanctions relatives aux infractions de

corruption à ce qui est nécessaire dans une société démocratique » (Principe n° 6). En conséquence, dès le début de son Premier Cycle d'Evaluation, le GRECO a insisté avec fermeté sur cette question, ce qui a également permis de mieux clarifier le sens du principe susmentionné.

On trouvera ci-après un résumé succinct des principales conclusions du GRECO en la matière, ainsi qu'un bref compte rendu du niveau général de conformité des Etats membres par rapport aux recommandations du GRECO en matière d'immunité, sans mentionner un pays en particulier. Les idées exposées dans ce résumé n'ont aucun effet juridique pour le GRECO, ni pour ses membres, ni pour le Conseil de l'Europe.

Le terme « immunité » ne fait l'objet d'aucune définition juridique universellement reconnue. On l'utilise pour tout un éventail de mesures dont le but général est d'assurer la séparation des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Dans une démocratie, l'immunité a avant tout pour objet de protéger la liberté d'expression des élus (parlementaires, etc.) et l'indépendance des agents publics contre toute ingérence indue dans l'exercice de leurs fonctions. L'immunité est devenue une question brûlante au cours des dernières années, particulièrement dans le contexte de la lutte contre la corruption.

Différents types d'immunités s'appliquent aux différentes catégories d'agents publics avec des effets plus ou moins importants. Toutefois, l'immunité suppose toujours l'exemption - d'une manière ou d'une autre - d'une procédure judiciaire ordinaire. L'immunité peut être absolue eu égard à toutes poursuites (civiles, pénales ou administratives) ou elle peut être limitée, par exemple, aux exemptions de responsabilité pénale. En outre, l'immunité peut être permanente ou limitée dans le temps, par exemple jusqu'à la fin d'un mandat officiel. L'immunité peut être de nature générale ou liée spécifiquement à l'acquiescement de fonctions bien définies.

Le traitement de l'immunité varie en fonction des Etats et, en conséquence, la terminologie utilisée n'est pas toujours cohérente. Cela rend difficile, notamment, l'établissement de comparaisons au niveau international. Le GRECO s'est mis d'accord, dans un premier temps, sur une classification générale de ce que recouvre le terme « immunité ». Cela constitue le principal sujet du point suivant.

2) Définitions dans les rapports du GRECO

Au départ, l'immunité peut être divisée en deux grandes catégories : « l'irresponsabilité » et « l'inviolabilité ». Le GRECO s'est abstenu d'utiliser le terme « immunité professionnelle » qui relèverait des deux catégories précitées. De même, « immunité de poursuite » a été évitée car on pourrait l'interpréter comme « l'inviolabilité », ainsi que l'expression « juridiction privilégiée » qui échappe au champ d'application du Premier Cycle d'Evaluation.

« Irresponsabilité »

L'irresponsabilité («liberté d'expression», «*non-liability immunity*», «*Indemnität*», «*insindacabilità*», «*inviolabilidad*», etc.) s'applique généralement aux parlementaires concernant les opinions ou les votes qu'ils expriment au Parlement. Son but est de garantir l'indépendance et la liberté d'expression, notamment vis-à-vis du pouvoir Exécutif, mais aussi de l'opinion de la majorité au sein même du Parlement. Dans la plupart des cas, cette protection permet d'échapper à toute poursuite judiciaire. Elle peut également se limiter, par exemple, à la responsabilité pénale.

A titre exceptionnel, « l'irresponsabilité » peut s'appliquer aux ministres pour des opinions exprimés dans l'exercice de leur mandat. On peut faire valoir que les juges bénéficient de l'« irresponsabilité » (immunité judiciaire) dans l'exercice de leurs

fonctions. Cette immunité peut tout aussi bien être considérée comme une condition préalable à l'indépendance de la justice.

« L'irresponsabilité » est de nature permanente. S'agissant des opinions exprimées par les parlementaires, c'est le cas dans plusieurs pays. Toutefois, dans un certain nombre d'Etats, ce type d'immunité peut être levé, généralement à une majorité simple/qualifiée au Parlement.

« Inviolabilité »

« L'inviolabilité », ou l'immunité au sens strict, parfois aussi appelée « immunité de poursuite » (« *Immunität* », « *freedom from arrest* », « *improcedibilità* », « *immunidad* », etc), est de nature plus complexe et son application exige une variété de dispositions juridiques. Ce type d'immunité peut s'appliquer à toute action (liée aux fonctions officielles ou non), ce qui pose de graves problèmes en matière de lutte efficace contre la corruption.

« L'inviolabilité » protège diverses catégories d'agents publics dans l'exercice de leurs fonctions contre des procédures légales telles que l'arrestation, la détention, les poursuites ainsi que, dans certains pays, contre les enquêtes de police et l'utilisation de moyens spéciaux d'enquête (perquisitions, écoutes téléphoniques, etc.). Les implications de ce type d'immunité varient considérablement d'un pays à l'autre. Les restrictions en matière d'arrestation et de poursuites sont relativement fréquentes ; toutefois, ce n'est pas le cas en matière d'enquête. Dans certains systèmes, « l'inviolabilité » ne s'applique pas aux poursuites pour des infractions dépassant un certain degré de gravité et/ou en cas d'arrestation dans des situations de flagrants délits.

Généralement, « l'inviolabilité » est limitée dans le temps et peut être levée par l'autorité ou organe compétent(e), la demande pouvant être faite par l'autorité compétente (souvent le procureur), la partie lésée ou les membres du Parlement eux-mêmes.

Les chefs d'Etat bénéficient généralement de « l'inviolabilité » contre toute procédure judiciaire. Elle peut être limitée aux activités strictement liées à l'exercice de leurs fonctions mais peut être aussi de nature générale.

Dans plusieurs systèmes, les parlementaires sont protégés contre presque toutes les actions en justice qui pourraient être intentées contre eux. Ce type de protection, qui a fait l'objet d'un vif débat public, est désormais aboli dans plusieurs pays. En revanche, dans les systèmes de « Common Law », l'inviolabilité ne couvre que les procédures civiles. L'inviolabilité des parlementaires est limitée à la durée des sessions parlementaires/ou de la durée totale de la législature.

Dans certains systèmes, les ministres peuvent bénéficier d'une immunité analogue à celle des parlementaires ; elle est parfois restreinte à leurs fonctions de membres du gouvernement. Les procédures contre les ministres bénéficiant d'une telle protection doivent généralement être fondées sur une décision / un consentement du Parlement et, souvent, seules des juridictions spéciales peuvent en être saisies.

3) Conclusions et recommandations

Pendant son Premier Cycle d'Evaluation, le GRECO a procédé à un examen approfondi des deux principaux volets du Principe Directeur n° 6, à savoir des différentes catégories d'agents publics bénéficiant de l'immunité et, deuxièmement, des procédures de levée d'immunités.

S'agissant de la catégorie d'agents publics, les Etats membres du GRECO peuvent être divisés – *grosso modo* - en trois groupes. Le plus nombreux - plus de la moitié des

membres - ne prévoit qu'une gamme très limitée d'immunités et les personnes qui en bénéficient sont surtout les parlementaires (irresponsabilité) et des chefs d'Etat (inviolabilité). Ces pays satisfont aux critères du Principe Directeur n° 6.

Le deuxième grand groupe - presque la moitié des membres - octroie une immunité importante aux chefs d'Etat, aux parlementaires, aux membres du gouvernement mais aussi aux candidats au Parlement, aux juges, aux procureurs, aux juges d'instruction, aux huissiers, aux greffiers des tribunaux, aux commissaires aux comptes publics, aux fonctionnaires des banques nationales et même, dans certains cas, à presque tous les responsables des autorités publiques. Les catégories susmentionnées sont couvertes par « l'inviolabilité » (immunité d'arrestation, d'enquête, de poursuite, etc.). En conséquence de cet état des choses qui peut constituer une entrave importante à tout effort crédible de lutte contre la corruption, le GRECO a recommandé de réduire la liste des catégories professionnelles bénéficiant de « l'inviolabilité ».

Il existe aussi un petit groupe de pays - situé entre les deux groupes principaux décrits ci-dessus - où l'inviolabilité est octroyée à un éventail relativement limité de personnes, tels que les chefs d'Etat, les parlementaires et certaines autres catégories d'agents publics, par exemple les juges de haut rang ou les juges en général. Le GRECO n'a pas critiqué ce dispositif.

Le respect du Principe Directeur n° 6 exige de limiter au minimum les catégories de professionnels bénéficiant de l'immunité. Ainsi, les chefs d'Etat, les parlementaires (à l'exclusion des candidats au Parlement), ainsi que certains autres agents publics tels que les juges, peuvent être couverts par l'immunité. Toutefois, conformément à la pratique permanente du GRECO, chaque membre a été évalué individuellement et, par conséquent, quelques exceptions à l'interprétation plutôt stricte du Principe Général n° 6 ont été acceptées.

Le deuxième volet du Principe Directeur n° 6, à savoir les procédures de levée d'immunité, a été jugé pertinent pour la plupart des pays où les immunités sont prévues pour un vaste éventail d'agents publics. Les systèmes n'ayant pas des critères objectifs pour la procédure de levée des immunités ont été considérés comme étant moins sûrs contre les risques potentiels d'exercice d'une influence personnelle ou politique indue dans le contexte des décisions relatives à la levée ou non de l'immunité dans des cas précis. Le GRECO a aussi souligné que les procédures devaient être transparentes et compréhensibles pour le grand public. Des procédures complexes, parfois exigeant plusieurs décisions prises consécutivement par différents organes - et des retards importants pour débiter des enquêtes - ont fait l'objet d'un certain nombre de recommandations du GRECO. Le respect du Principe Directeur n° 6 exige donc que le processus de levée des immunités soit clair, objectif, rapide et transparent.

4) Respect des recommandations du GRECO

Il est encourageant de noter que, conformément à la vaste majorité des Rapports de Conformité de Premier Cycle, les recommandations concernant les immunités ont généralement été mises en œuvre, soit pleinement soit partiellement, ou traitées de manière satisfaisante. Dans un certain nombre de cas, des modifications ont été apportées à la constitution et/ou à d'autres textes législatifs pertinents. Certains pays procèdent actuellement à des changements dans ce domaine; à l'occasion, des recommandations du GRECO ont été intégrées comme éléments-clés dans les stratégies nationales de lutte contre la corruption.

Toutefois, la réglementation relative aux immunités est traitée presque exclusivement dans les constitutions des Etats membres, ce qui complique - et souvent ralentit - la mise en œuvre des recommandations du GRECO en la matière. Le délai de dix-huit mois

accordé par le GRECO pour la mise en œuvre des recommandations peut parfois être insuffisant pour introduire des modifications constitutionnelles nécessaires.

Les recommandations du GRECO en matière d'immunités ont été assez uniformes et cohérentes pendant tout le Premier Cycle d'Evaluation et semblent avoir eu des effets assez importants, en limitant effectivement l'immunité concernant les enquêtes, les poursuites ou les jugements de délits de corruption, comme le prévoit le Principe Directeur n° 6. Ainsi, le GRECO a pu contribuer au développement de systèmes démocratiques où des « privilèges », tels que l'immunité de la responsabilité pleine et entière en droit pénal, qu'il s'agisse de corruption ou d'autres infractions, sont accordés d'une manière plus parcimonieuse et contrôlée dans toute l'Europe.

XI. Informations sur le GRECO

Les informations sur le GRECO et ses activités, y compris le texte intégral des Rapports d'Evaluation et de Conformité adoptés, sont disponibles sur le site Internet du GRECO www.greco.coe.int.

APPENDIX I / ANNEXE I

LIST OF REPRESENTATIVES IN GRECO / **LISTE DES REPRESENTANTS AU GRECO**

Situation at / au
17/12/2004

ALBANIA / ALBANIE

Mr Ardian DVORANI (Head of delegation)
Director General of Codification Department
Ministry of Justice

Mr Edmond DUNGA
Director of Anti-Corruption Unit
Council of Ministers

ARMENIA / ARMENIE

Mr Ashot GALOYAN (Head of delegation)
Adviser to the Minister of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs

Mr Armen KHOUDAVERDIAN
Secretary of the Public Sector Reform Commission

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Mr Inam KARIMOV (Head of delegation)
Chief Adviser
Department of Coordination of Law Enforcement Bodies
Executive Office of the President of the Republic of Azerbaijan

Mr Kamran ALIYEV
Senior Assistant to the Prosecutor General
General Prosecutor's Office

BELGIUM / BELGIQUE

Mme Isabelle VAN HEERS (Chef de délégation)
Vice-Présidente du GRECO – Vice-President of GRECO
Magistrat Fédéral
Parquet Fédéral

Mle Claire HUBERTS
Conseiller adjoint
Service des questions pénales, générales et internationales
Direction Générale de la Législation pénale et des Droits de l'Homme
Ministère de la Justice

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Vjekoslav VUKOVIC (Head of delegation)
Advisor to the Minister of Security of Bosnia and Herzegovina
Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina
Ministry of Security

Mr Srdja (Zoran) VRANIC
National Public Administration Reform (PAR) Coordinator
Office of the Chairman
Council of Ministers

Substitute:

Mr Sead TEMIM
Prosecutor
Federal Prosecutor's Office of the Federation of Bosnia and Herzegovina

BULGARIA / BULGARIE

Mr Georgi RUPCHEV (Head of delegation)
Membre du Bureau – Bureau Member
Head of Department International Legal Cooperation
Ministry of Justice

Mr Petar PETKOV
Public Prosecutor
Supreme Prosecutor's Office

CROATIA / CROATIE

Mr Marin MRČELA (Head of delegation)
Judge at the County Court in Zagreb

Mr Kršimir SIKAVICA
Department for the Fight against Economic Crime and Corruption
Police Directorate
Division for Criminal Investigation
Ministry of the Interior

Substitutes:

Mr Dražen JELENIĆ
Deputy Head of USKOK
Office for Prevention of Corruption and Organised Crime

Mrs Zorka FUMIĆ
Deputy Head of USKOK
Office for Prevention of Corruption and Organised Crime

CYPRUS / CHYPRE

Mrs Eva ROSSIDOU PAPAKYRIACOU (Head of delegation)
Senior Counsel of the Republic
Head of the Unit for Combating Money Laundering
Law Office of the Republic of Cyprus

Mrs Georgia CONSTANTINO
Law Office of the Republic of Cyprus
Unit for Combating Money Laundering
Attorney General's Office

Substitute:

Mr Philippos KOMODROMOS
Legal Officer
Law Office of the Republic
Counsel of the Republic

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Petr HABARTA (Head of delegation)
International Department
Ministry of Justice

Ms Karin BINDEROVA
Lawyer / EU Coordinator
Security Policy Department
Ministry of the Interior

Substitute:

Mr Karel BLAHA
Lawyer
Ministry of Justice

DENMARK / DANEMARK

Mr Svend LARSEN (Head of delegation)
Public Prosecutor
The Office of the Director of Public Prosecutions

Mr Flemming DENKER
Deputy Director
The Public Prosecutor for Serious Economic Crime

Substitute:

Ms Eva RØNNE NIELSEN
Deputy Public Prosecutor
The Office of the Director of Public Prosecutions

ESTONIA / ESTONIE

Ms Mari-Liis LIIV (Head of delegation)
Adviser
Corruption Specialist
Department of Crime Policy
Ministry of Justice

FINLAND / FINLANDE

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)
Inspector General of the Police
Ministry of the Interior
Police Department

Ms Helinä LEHTINEN
Ministerial Advisor
Ministry of Justice
Crime Policy Department

FRANCE

M. Michel GAUTHIER
Président d'Honneur du GRECO / Honorary President of GRECO

M. Franck ZIENTARA (Chef de délégation)
Magistrat
Chargé de mission auprès du Directeur des Affaires Juridiques
Ministère des Affaires Etrangères

Mme Pascale LABROUSSE
Magistrat
Adjointe au chef du bureau du Droit Economique et Financier
de la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces
Ministère de la Justice

Substituts :

M. Claude MATHON
Chef du Service Central de Prévention de la Corruption
Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice

M. Pierre SOCCOJA
Secrétaire Général du Service Central de Prévention de la Corruption

Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice

GEORGIA / GEORGIE

Mr Irakli CHIKOVANI (Head of delegation)
Director of Anti-Corruption Policy Department
National Security Council

Substitute:

Mr Levan KHETSURIANI
Chief Adviser
Anti-corruption Policy Coordinating Department
National Security Council

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Matthias KORTE (Head of delegation)
Head of Division
Ministry of Justice

Substitute:

Ms Angelika LAITENBERGER
State Prosecutor
Section dealing with economic, computer and environmental crime and with corruption offences
Ministry of Justice

GREECE / GRECE

Mr Petros KAKKALIS (Head of delegation)
Judge
Vice-President, Supreme Court (Areios Pagos)

Mr Michel MARGARITIS
President of the Court of Appeal in Athens

Substitutes:

Mr Panagiotis KAISARIS
Procureur
Cour d'Appel d'Athènes

Mr Gerassimos FOURLANOS
Judge by the Court of Appeal in Athens

HUNGARY / HONGRIE

Mr Ákos KARA (Head of delegation)
Membre du Bureau – Bureau Member
Head of Division
Ministry of Justice

Mr Sandor DUSIK
Principal Counsellor
Ministry of Interior

ICELAND / ISLANDE

Ms Ragna ARNADOTTIR (Head of delegation)
Director of Legal Affairs
Ministry of Justice

Substitutes:

Mr Stefan EIRIKSSON
Director of Police and Judicial Affairs
Ministry of Justice

Ms Sigridur JOSEFSDOTTIR
State Prosecutor
Prosecutor General
Office of the Prosecutor General

IRELAND / IRLANDE

Ms Nicola MURPHY (Head of delegation)
Administrative Officer
Department of Justice
Equality and Law Reform
Criminal Law Reform Division

Mr Tony McDERMOTTROE
Principal Officer
Criminal Law Reform Division

Substitutes:

Ms Breda WALSHE
Department of Justice
Equality and Law Reform

Ms Antoinette DORAN
Criminal Law Reform
Department of Justice
Equality and Law Reform

LATVIA / LETTONIE

Mrs Violeta ZEPPA-PRIEDĪTE (Head of delegation)
Head of Legal Division
Corruption Prevention and Combating Bureau

Substitute:

Mrs Inese TERINKA
Senior Specialist
Legal Division
Corruption Prevention and Combating Bureau

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Aušra BERNOTIENE (Head of delegation)
Director
Department of International Law
Ministry of Justice

Substitute:

Mr Mindaugas SILKAUSKAS
Deputy Director
Department of International Law
Ministry of Justice

LUXEMBOURG

M. Jean BOUR (Chef de délégation)
Procureur d'Etat
Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch

M. Jean-Paul FRISING
Procureur d'Etat adjoint
Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg

Substituts:

Mme Andrée CLEMANG
Conseiller de Direction 1ère Classe
Ministère de la Justice

Mme Claudine KONSBRUCK
Attaché de Gouvernement 1er en rang
Ministère de la Justice

MALTA / MALTE

Mr Silvio CAMILLERI (Head of Delegation)
Attorney General
Attorney General's Office

MOLDOVA

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)
Procureur
Chef de la Section Générale
Bureau du Procureur Général

Mrs Elena ECHIM
Head of Section of Treaties and European integration
Directorate of Governmental Agent and International Relations
Ministry of Justice

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Eline WEEDA (Head of delegation)
Policy maker at the Investigation Department
Ministry of Justice

Ms Nadia WALRAVEN
Ministry of Justice
Investigation Department

Substitutes:

Mr Klaas WERKHORST
Head of the Economic Crime Department
Ministry of Justice

Mr Alex BELLING
Coordinating policy adviser
Ministry of the Interior and Kingdom Relations
Directorate-General Management Public Sector

NORWAY / NORVEGE

Mr Atle ROALDSØY (Head of delegation)
Senior Adviser
Police Department
Ministry of Justice

Mr Bjørn VALVIK
Chief of Police / Chief Constable
National Police Directorate

POLAND / POLOGNE

Mr Cezary MICHALCZUK (Head of delegation)
Prosecutor
Department of International Cooperation and European Law
Ministry of Justice

Mme Iwona JANOWSKA-MARCINIAK
Senior Specialist
Ministry of Finance
Bureau of Fiscal Documentation

Substitute:

Mr Marek HALINIAK
Counsellor General
Ministry of Environment

PORTUGAL

Mrs Luisa Maia GONÇALVES (Head of delegation)
Director of Department
International Relations
Ministry of Justice

ROMANIA / ROUMANIE

Mr Constantin Virgil IVAN-CUCU (Head of delegation)
Director
Directorate for the Relation with the Public Ministry (Public Prosecutor's Office)
Anti-Corruption and Crime Prevention
Ministry of Justice

Substitute:

Mrs Anca JURMA
Head Prosecutor
International Cooperation Service
National Anticorruption Prosecutor's Office

SERBIA AND MONTENEGRO / SERBIE-MONTENEGRO

Rotating Head of delegation / Chef de délégation par rotation

Mr Veselin SUKOVIC (Head of delegation)
Director of the Anti-Corruption Initiative Agency

Mrs Aleksandra POPOVIC
Assistant Minister
Ministry of Justice

Substitutes:

Ms Ana NIKOLIC
Legal Advisor
Anti-Corruption Initiative Agency

Mr Mladen SPASIC
Head of the Department for Combating Organised Crime
Ministry of Interior

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Dr Jaroslav PAL'OV (Head of delegation)
Director of Bureau of International Police Co-operation
Presidium of Police Forces
Head of National Central Bureau of INTERPOL

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Drago KOS
President of GRECO / Président du GRECO
Chairman
Commission for the Prevention of Corruption

Mr Roman PRAH (Head of delegation)
Assistant Director
Commission for the Prevention of Corruption

SPAIN / ESPAGNE

Mrs Esther PIAS (Head of delegation)
Deputy Director General for Justice in the European Union
and other International Bodies
Ministry of Justice

Mr Alfredo PASCUAL MARTINEZ
Legal Adviser
International Relations Department
Ministry of Justice

Substitute:

Mr Javier ALBALADEJO CAMPOS
Legal Adviser
International Relations Department
Ministry of Interior

SWEDEN / SUEDE

Mr Kazimir ÅBERG (Head of delegation)
Membre du Bureau – Bureau Member
Director of International Affairs
Head of Director – General's Office
Economic Crimes Bureau

Mr Håkan ÖBERG
Director
Division of International Affairs
Economic Crimes Bureau

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Mr Nikola TUPANCESKI (Head of delegation)
Professor Ph. D (Criminal Law)
Faculty of Law Justinianus "Primus"

Mme Snezana MOJSOVA
Chef de Division de l'Intégration Européenne et de la Coopération Internationale
Ministère de la Justice

TURKEY / TURQUIE

M. Ergin ERGÜL (Chef de délégation)
Magistrat- Chef de Département
Direction Générale du Droit International et des Relations Extérieures
Ministère de la Justice

Dr. Süleyman AYDIN
Assistant Professor
Police Academy Directory
Security Head Office of the Ministry of Interior

Substitutes:

Mrs Esin ÖZBILGIN
Judge
Directorate General of International Law and External Relations

Ministry of Justice

Mr Erkan TUNCDEMIR
Expert of Financial Crimes Investigation Board
Ministry of Finance
Financial Crimes Investigation Board

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Paul STEPHENSON (Head of delegation)
Membre du Bureau – Bureau Member
Head of Corruption and Fraud Law
Criminal Law Policy Unit
Home Office
Sentencing and Offences Unit

Ms Natasha CHETTY
Policy Advisor
Home Office

Substitutes:

Mr Phil MASON
Anti-Corruption Co-ordinator
Department for International Development (DFID)

Mr Michael COCKLE
Economic Crime and Tax Team
Foreign and Commonwealth Office

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr Mark RICHARD (Head of delegation)
Membre du Bureau – Bureau Member
Senior Counsellor for Criminal Justice Matters
US Mission to the European Union

Mr John M. BRANDOLINO
Director for Anticorruption and Governance Initiatives
US Department of State (INL)

Substitutes:

Mr Joseph E. GANGLOFF
Senior Counsel
Office of International Affairs
U.S. Department of Justice

Mr Frank KERBER
Counsellor of Mission
Narcotics Affairs Section
US Mission to the European Union

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

M. Jaume BARTUMEU CASSANY
Membre du Conseil Général
Casa de la Vall Andorra La Vella

REPRESENTATIVE OF THE CDCJ TO GRECO / REPRÉSENTANT DU CDCJ AU GRECO

Mr Petar RASHKOV
Director
International Legal Co-operation and International Legal Assistance
Ministry of Justice

Bulgaria

Substitute:

Ms Sanja ŠTIMAC (Croatia)
Head of the Department for International Legal Cooperation
Ministry of Justice
Croatia

REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC

M. Daniel FONTANAUD
Magistrat
Ministère de la Justice
Commission des Communautés Européennes
Belgique

SCIENTIFIC EXPERT / EXPERT SCIENTIFIQUE

Prof. Dr Albin ESER
Max Planck-Institute for Foreign and International Penal Law

PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ STATUTAIRE DU GRECO

Mme Anna LAMPEROVA
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Représentation Permanente de la Slovaquie auprès du Conseil de l'Europe
Représentante Permanente de la Slovaquie auprès du Conseil de l'Europe

OECD OBSERVER / OBSERVATEUR OCDE

Melle Gwenaëlle LE COUSTOMER
Administrateur
Division de Lutte contre la Corruption
Direction des Affaires Financières, Fiscales et des Entreprises
Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Ms Wendy PRINCE
Administrative Assistant
Anti-Corruption Division
Directorate for Financial
Fiscal and Enterprise Affairs
Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)

Ms Olga SAVRAN
Anti-Corruption Network for Transition Economies
Anti-Corruption Division
Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)

APPENDIX II / ANNEXE II

FIRST EVALUATION ROUND / PREMIER CYCLE D'EVALUATION

Composition of Evaluation Teams / Composition des Equipes d'Evaluation Stages of Evaluation Procedure / Etapes de la Procédure d'Evaluation

GEORGIA / GÉORGIE (NPV)

Date : 16-20 October / octobre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Ray SMITH, Assistant Chief Investigating Officer, HM Customs & Excise (United Kingdom / Royaume-Uni)
- ii) Mr Jerzy SZYMANSKI, Prosecutor of the Appellate Prosecutors Office delegated to the State Prosecutor's Office, Bureau for Fighting Organised Crime (Poland / Pologne)
- iii) Mr Georgi RUPCHEV, Senior Expert, Directorate of International Legal Co-operation, Ministry of Justice and European Legal Integration (Bulgaria / Bulgarie)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 5 (15/06/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 28/06/01

Intervenors / Intervenants : Iceland/Islande, Bosnia and Herzegovina/Bosnie-Herzégovine

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Received on / Reçu le : 26/06/03

Rapporteurs : Iceland/Islande, Norway/Norvège

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 16 (8-12/12/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 27/04/04

Deadline additional info / Délai info compl.: from/à partir du 30/4/04 to/à 7/05

SWEDEN / SUEDE (CAC)

Date : 21-23 November / novembre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Meelis RATASSEPP, Deputy Director of Department, Security Police Board (Estonia / Estonie)
- ii) Mrs Elena ZACHARIADOU, Counsel of the Republic (Cyprus / Chypre)
- iii) Mrs Carolyn HUBBARD, Assistant Director, Business Tax Division, Inland Revenue (United Kingdom / Royaume-Uni)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 5 (15/06/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 15/06/01

Intervenors / Intervenants : Slovak Republic/République Slovaque, Belgium/Belgique

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Received on / Reçu le : 10/06/03

Rapporteurs : Belgium/Belgique, Slovak Republic/République Slovaque

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 17 (22-25/03/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 29/04/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/10/05

POLAND / POLOGNE (NPV/CAC)

Date : 29 May / mai – 1 June / juin 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Didier DUVAL, Chef de Division, Sous-Direction des Affaires Economiques et Financières, Direction Centrale de la Police Judiciaire, Ministère de l'Intérieur (France)
- ii) Mr Gunars BUNDZIS, Head Prosecutor of International Cooperation Division, Prosecutor General's Office (Latvia / Lettonie)
- iii) Mr Kazimir ÅBERG, Director of International Affairs, Economic Crime Bureau (Sweden / Suède)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 8 (08/03/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 12/04/02

Intervenors / Intervenants : Croatia/Croatie, Finland/Finlande

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Received on / Reçu le : 09/01/04

Rapporteurs : Croatia/Croatie, Finland/Finlande

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 19 (28/06-02/07/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 13/09/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/05

GERMANY / ALLEMAGNE (MLR/CS)

Date: 17-21 September / septembre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Lt. Peter GARAJ, Senior Specialised Officer, Presidium of Police Force, Criminal and Financial Police, Office of Organised Crime, Department of Fight against Corruption (Slovak Republic / République Slovaque)
- ii) Mr Matti Juhani TOLVANEN, Chief Public Prosecutor, Public Prosecutor's, Office of Joensuu Administrative District (Finland / Finlande)
- iii) Mr Paul STEPHENSON, Head of Corruption and Criminal Policy Section, Home Office, Sentencing and Offences Unit (UK / Royaume-Uni)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 8 (08/03/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 29/04/02

Intervenors / Intervenants : Belgium/Belgique, USA/Etats-Unis d'Amérique

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Received on / Reçu le : 18/12/03

Rapporteurs : Belgium/Belgique, USA/Etats-Unis d'Amérique

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 18 (10-14/05/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 09/06/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/11/05

BULGARIA / BULGARIE (NPV)

Date: 17-21 September / septembre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Sandor DUSIK, Expert, Ministry of Interior (Hungary / *Hongrie*)
- ii) Mme Jeannine DENNEWALD, Attachée de Justice, Ministère de la Justice (Luxembourg)
- iii) Mr Norbert JANSEN, Senior Prosecutor, Staatsanwaltschaft Kleve (Germany / *Allemagne*)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 9 (17/05/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 05/07/02

Intervenors / Intervenants : Greece/Grèce, Romania/Roumanie

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Received on / Reçu le : 30/12/03

Rapporteurs : Greece/Grèce, Romania/Roumanie

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 18 (10-14/05/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 24/05/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/11/05

LITHUANIA / LITUANIE (BJ/CS)

Date: 2-5 October / octobre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Gunars KUTRIS, Deputy State Secretary, Legislative Affairs, Ministry of Justice (Latvia / Lettonie)
- ii) Mr Juraj SMOLEK, Major Teacher, Uniform Police Service, Secondary Police School (Slovak Republic / *République Slovaque*)
- iii) Mr Håkan ÖBERG, Legal Adviser, Ministry of Justice (Sweden / *Suède*)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 8 (08/03/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 17/04/02

Intervenors / Intervenants : Estonia/Estonie, Ireland/Irlande

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Received on / Reçu le : 02/01/04

Rapporteurs : Estonia/Estonie, Ireland/Irlande

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 19 (28/06-02/07/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 21/07/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/05

ROMANIA / ROUMANIE (CAC)

Date: 2-5 October / octobre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation (French and English / *français et anglais*):

- i) M. Didier DUVAL, Chef de Division, Sous-Direction des Affaires Economiques et Financières, Direction Centrale de la PJ, Ministère de l'Intérieur (France)
- ii) Mr Carlos RAMOS RUBIO, Procureur, Bureau du Procureur Anticorruption (Spain / Espagne)
- iii) Mr Georgi RUPCHEV, State Expert, Directorate of Legislation, Ministry of Justice and European Legal Integration (Bulgaria / *Bulgarie*)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 8 (08/03/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 28/03/02

Intervenors / Intervenants : UK/Royaume-Uni, "the former Yugoslav Republic of Macedonia"/"l'ex-République yougoslave de Macédoine"

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Received on / Reçu le : 30/01/04

Rapporteurs : UK/Royaume-Uni, "the former Yugoslav Republic of Macedonia"/"l'ex-République yougoslave de Macédoine"

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 19 (28/06-02/07/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 09/07/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/05

GREECE / GRÈCE (CS)

Date: 12-16 November / novembre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Jean-Marie LEQUESNE, Commissaire Divisionnaire, Police Fédérale (Belgium / Belgique)
- ii) M. Jean-Pierre ZANOTO, Chancellerie, Inspection générale des Services Judiciaires (France)
- iii) Mme Gordana CENIC-JOTANOVIC, Adjointe au Ministre des Finances de la Republika Srpska, (Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 9 (17/05/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 16/10/02

Intervenors / Intervenants : Portugal, Slovénie/Slovenia

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Received on / Reçu le : 30/12/03

Rapporteurs : Portugal, Slovénie/Slovenia

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 21 (29/11-02/12/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le :

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/05/06

LATVIA / LETTONIE (CAC)

Date: 3-7 December / décembre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) DCI Jim WARNOCK, Police officer, Professional Standards Unit, National Crime Squad, Operation Support Unit (UK / Royaume-Uni)
- ii) Mr Marko SORLI, Judge, Head of the Department of International judicial cooperation (Slovenia / *Slovénie*)
- iii) Mrs Ülle RAIG, Legal Adviser, Penal Law Department, Ministry of Justice (Estonia / *Estonie*)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 9 (17/05/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 17/05/02

Intervenors / Intervenants : Finland/Finlande, Czech Republic/République Tchèque

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Received on / Reçu le : 02/01/04

Rapporteurs : Finland/Finlande, Czech Republic/République Tchèque

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 20 (27-30/09/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 11/10/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/03/06

CROATIA / CROATIE (GK)

Date: 3-7 December / décembre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Ljubomir JOVANOVIĆ, Counsellor to the Minister of Interior, General Police Directorate, Head of Division for Organised Crime (Slovenia / *Slovénie*)
- ii) Mrs Magdolna HAJDÚ, Public Prosecutor, General Prosecutor's Office (Hungary / *Hongrie*)
- iii) Mr Markku RYYMIN, Head of Crime Intelligence Division, National Bureau of Investigation (NBI) (Finland / *Finlande*)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 9 (17/05/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 03/07/02

Intervenors / Intervenants : Albanie/Albania, Espagne/Spain

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Received on / Reçu le : 30/12/03

Rapporteurs : Albanie/Albania, Espagne/Spain

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 21 (29/11-02/12/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le :

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/05/06

DENMARK / DANEMARK (BJ)

Date: 4-8 February / février 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Mato BLAZANOVIC, Criminal Police Officer, (Croatia / *Croatie*)
- ii) Mr Richard M. ROGERS, Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, Department of Justice (United States of America / *Etats Unis d'Amérique*)
- iii) Mr Arnt ANGELL, National Authority for Investigation and Prosecution of Economic and Environmental Crime (Norway / *Norvège*)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 10 (12/07/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 25/09/02

Intervenors / Intervenants : Pays-Bas/Netherlands, Géorgie/Georgia

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Received on / Reçu le : 10/03/04

Rapporteurs : Pays-Bas/Netherlands, Géorgie/Georgia

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 20 (27-30/09/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 11/10/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/03/06

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L’EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE » (CAC)

Date: 18-21 March / mars 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation:

- i) Mr Jorn GRAVESEN, Detective Chief Superintendent, the Public Prosecutor for Serious Economic Crime (Denmark / *Danemark*)
- ii) Mr Vladimir TURAN, Prosecutor, Unit of Fight against Corruption Crime, General Prosecutor's Office (Slovak Republic / *République Slovaque*)
- iii) M. Jean-Pierre BUEB, Conseiller au Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice (France)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 12 (13/12/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 28/01/03

Intervenors / Intervenants : Moldova, Ireland/Irlande

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/06/04

Received on / Reçu le : 18/06/04

Rapporteurs : Moldova, Ireland/Irlande

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 21 (29/11-02/12/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le :

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/05/06

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Date: 31 May / mai - 7 June / juin 2002

Evaluation team 1 / Equipe d'évaluation 1:

- i) Mr John BARLOW, Detective Chief Superintendent, National Crime Squad, Professional Standards Unit, Operation Support Unit (UK / *Royaume-Uni*)
- ii) Mr Jacek GARSTKA, Judge, Department of International Co-operation and European Law, Ministry of Justice (Poland / *Pologne*)
- iii) Mme Marie-Odile BAUR, Procureur de la République adjoint près le Tribunal de Grande Instance de Troyes (France)

Secretariat: Mr Manuel LEZERTUA

Evaluation team 2 / Equipe d'évaluation 2:

- i) Mr Drago KOS, State Undersecretary, Office of the Government of the Republic of Slovenia for the Prevention of Corruption (Slovenia / *Slovénie*)
- ii) Mr Antti PIHLAJAMÄKI, Chief Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office of Turku Administrative District (Finland / *Finlande*)
- iii) Mr Eberhard SIEGISMUND, Deputy Director General of the Judicial System Division, Bundesministerium der Justiz (Germany / *Allemagne*)

Secretariat: Mr Peter CSONKA

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 17 (25/03/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 26/04/04

Intervenors / Intervenants : Portugal and "The former Yugoslav Republic of Macedonia"/ "L'ex-République yougoslave de Macédoine"

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/10/05

Received on / Reçu le : ...

Rapporteurs : Malta/Malte, Sweden/Suède

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I:

RC-I made public on / RC-I rendu public le :

Deadline additional info / Délai info complémentaires :

NORWAY / NORVÈGE (CS)

Date: 11-14 March / mars 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Dr Jaroslav PAL'OV, Deputy Director of Bureau of International Police Cooperation, Head of National Central Bureau of INTERPOL (Slovak Republic / République Slovaque)
- ii) Mr Flemming DENKER, Deputy Director, The Public Prosecutor for Serious Economic Crime (Denmark / Danemark)
- iii) Ms Mary WALDRON, Policy Adviser for corruption, Crown Prosecution Service (United Kingdom / Royaume-Uni)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 10 (12/07/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 25/07/02

Intervenors / Intervenants : Suède/Sweden, Lituanie/Lithuania

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Received on / Reçu le : 23/01/04

Rapporteurs : Suède/Sweden, Lituanie/Lithuania

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 20 (27-30/09/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 08/11/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/03/06

ALBANIA / ALBANIE (BJ)

Date: 8-12 April / avril 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Sandor DUSIK, Principal Counselor, Ministry of Interior (Hungary / Hongrie)
- i) Mr Joseph E. GANGLOFF, Principal Deputy Chief, Public Integrity Section, Department of Justice, Criminal Division (USA / États-Unis d'Amérique)
- ii) Mr Håkan ÖBERG, Director, Division of International Affairs, Economic Crimes Bureau (Sweden / Suède)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 12 (13/12/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 03/03/03

Intervenors / Intervenants : Czech Republic/République Tchèque, Netherlands/Pays-Bas

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/06/04

Received on / Reçu le : 09/08/04

Rapporteurs : Czech Republic/République Tchèque, Netherlands/Pays-Bas

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 21 (29/11-02/12/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le :

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/05/06

Composition of the Evaluation teams / Composition des Equipes d'Evaluation:

- i) Representative of law enforcement authorities / Représentant des autorités répressives
- ii) Representative of judicial authorities (prosecutor or judge) / Représentant des autorités judiciaires (procureur ou juge)
- iii) Policy maker, prevention specialist, University teacher or researcher / Haut fonctionnaire impliqué dans la mise en place des politiques, spécialiste en matière de prévention de la corruption, enseignant ou chercheur universitaire

Secretariat member responsible / Membre du Secrétariat responsable

LA	Ludovic AIGROT	MLR	Manuel LEZERTUA
RB	Rafael BENITEZ	AS	Alexander SEGER
CAC	Carlo CHIAROMONTE	CS	Christophe SPECKBACHER
PC	Peter CSONKA	STS	Stephanos STAVROS
GE	Gianluca ESPOSITO	ST	Spyros TSOVILIS
BJ	Björn JANSON	NPV	Natalia VOUTOVA
GK	Goran KLEMENCIC		

APPENDIX III / ANNEXE III

SECOND EVALUATION ROUND / DEUXIEME CYCLE D'EVALUATION

Composition of Evaluation Teams / Composition des Equipes d'Evaluation Stages of Evaluation Procedure / Etapes de la Procédure d'Evaluation

2. SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE (CAC/ST)

Date : 15-19 September / septembre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Hans ABMA, Ministry of Justice, International Criminal Affairs and Drugs Policy Department, The Hague (Netherlands / Pays-Bas)
- ii) Mrs Olga VIDLAKOVA, Head of Public Section, Institute of Legal Education and Information, Prague (Czech Republic / République Tchèque)
- iii) Mr William A. KEEFER, Assistant Commissioner, Office of Internal Affairs, United States Customs Service, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 17 (22-25/03/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 01/04/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/10/05

3. FINLAND / FINLANDE (ST/BJ)

Date : 6-10 October / octobre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Kludijo STROLIGO, Director of the Office for Money Laundering Prevention, Ministry of Finance, Ljubljana (Slovenia / Slovénie)
- ii) Mr Lennart KLACKENBERG, Advisor to the Swedish Government on anti-corruption issues, Ministry of Justice, Stockholm (Sweden / Suède)
- iii) Mrs Rocio PEREZ-PUIG GONZALES, Judge, Examining Court num. 8, Sevilla (Spain / Espagne)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 19 (28/06-02/07/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 06/07/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/05

4. ESTONIA / ESTONIE (BJ/CS)

Date : 20-24 October / octobre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Pekka KOPONEN, State Prosecutor, Office of the Prosecutor General, Helsinki (Finland / Finlande)
- ii) Mr Tibor SEPSI, Legal Advisor, Ministry of Justice, Department of Public Law, Budapest (Hungary / Hongrie)
- iii) Mr Keith McCARTHY, Prosecution Group Leader, Inland Revenue Special Compliance Office, Angel Court, London (United Kingdom / Royaume-Uni)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 19 (28/06-02/07/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 06/07/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/05

5. LUXEMBOURG (ST)

Date : 24-28 November / novembre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Erwin FRANCIS, Directeur de l'Organe de Saisie et de Confiscation, Conseiller au Cabinet du Ministre de la Justice, Bruxelles (Belgium / Belgique)
- ii) M. Claude MATHON, Chef du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice, Paris (France)
- iii) M. Antonio Francisco CLUNY, Procureur Général Adjoint, Cour des Comptes, Lisbonne (Portugal)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 18 (10-14/05/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 30/06/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/11/05

6. POLAND / POLOGNE (CAC)

Date : 24-28 November / novembre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mrs Teresa GALVEZ, Prosecutor, Special Attorney General's Office for the Repression of Economic Offences related with corruption, Madrid (Spain / Espagne)
- ii) M. Philippe METTOUX, Secrétaire Général du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice, Paris (France)
- iii) Mr Georgi RUPCHEV, Head of Section "International Legal Cooperation", Ministry of Justice and European Legal Integration, Sofia (Bulgaria / Bulgarie)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 18 (10-14/05/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 18/05/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/11/05

7. ICELAND / ISLANDE (BJ)

Date : 1-5 December / décembre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Flemming DENKER, Deputy Public Prosecutor, The Public Prosecutor for Serious Economic Crime, Copenhagen (Denmark / Danemark)
- ii) Mr Joseph E. GANGLOFF, Senior Counsel, Office of International Affairs, U.S. Department of Justice, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- iii) Mr Antonio VERCHER NOGUERA, Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office in the Supreme Court, Madrid (Spain / Espagne)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 19 (28/06-02/07/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 19/08/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/05

8. LATVIA / LETTONIE (CAC)

Date : 2-6 February / février 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Ms Eline WEEDA, Policy maker at the Investigation Department, Ministry of Justice, The Hague (Netherlands / Pays-Bas)
- ii) Mr Kestutis ZABORSKAS, Head of Analytical Organisational Division, Special Investigations Service, Vilnius (Lithuania / Lituanie)
- iii) Mrs Maria PAPAIOANNOU, Unit for Combating Money Laundering, Counsel of the Republic, Nicosia (Cyprus / Chypre)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 19 (28/06-02/07/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 05/07/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/05

9. UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI (BJ)

Date : 19-23 April / avril 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Eberhard SIEGISMUND, Deputy Director General of the Judicial System Division, Bundesministerium der Justiz (Germany / Allemagne)
- ii) Mr Ivar TALLO, Chairman of Government Anti-Corruption Committee, Tartu University, Tallinn (Estonia / Estonie)
- iii) Mr Pat BREHONY, Superintendent, Police (An Garda Síochána), National Bureau of Criminal Investigation, Dublin (Ireland / Irlande)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 20 (27-30/09/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 24/11/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/03/06

10. BELGIUM / BELGIQUE (ST)

Date : 26-30 April / avril 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mme Françoise ROSEN, Premier Substitut, Parquet du Luxembourg (Luxembourg)
- ii) Mme Cornelia VICLEANSCHI, Procureur, Bureau du Procureur Général, Chef du Service des Relations Internationales, Chisinau (Moldova)
- iii) M. José Antonio MOURAZ LOPES, Teacher, Centro de Estudos Judiciários, Largo do Limoeiro, Lisbonne (Portugal)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 21 (29/11-02/12/04)

Report made public on / Rapport rendu public le :

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/05/06

11. NORWAY / NORVEGE (CAC)

Date : 26-30 April / avril 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Ardian DVORANI, Director General of Codification Department, Ministry of Justice, Tirana (Albania / Albanie)
- ii) Mr Arno NEUKIRCHEN, Senior Public Prosecutor, Ministry of Justice of Nordrhein-Westfalen Land, Düsseldorf (Germany / Allemagne)
- iii) Mr Henry MATTHEWS, Professional Officer, Office of the Director of Public Prosecutions, Dublin (Ireland / Irlande)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 20 (27-30/09/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 08/11/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/03/06

12. FRANCE (ST)

Date : 21-25 June / juin 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Pieter VERREST, Administrateur Principal, Ministère de la Justice, La Haye (Netherlands / Pays-Bas)
- ii) M. Peter DE ROECK, Auditeur général, Responsable du Service de la Surveillance de l'Intégrité au sein du Service Public fédéral Budget et Contrôle de la gestion, Tour des Finances, Administration du Budget, Bruxelles (Belgium / Belgique)
- iii) M. Panagiotis KAISARIS, Procureur, Cour d'Appel d'Athènes (Greece / Grèce)

Report adopted / Rapport adopté : GRECO 21 (29/11-02/12/04)

Report made public on / Rapport rendu public le :

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/05/06

13. DENMARK / DANEMARK (CAC/LIS)

Date : 30 August / août – 3 September / septembre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mrs Teresa GÁLVEZ, Prosecutor, Special Attorney General's Office for the Repression of Economic Offences related with Corruption in Madrid / European Criminal Judicial Cooperation Unit, Eurojust, NL-The Hague (Spain / Espagne)
- ii) Mrs Birgit LAITENBERGER, Head of Division, Ministerial Counsellor, Ministry of Interior, Berlin (Germany / Allemagne)
- iii) Mr Bostjan PENKO, Director, Office for the Prevention of Corruption, Ljubljana (Slovenia / Slovénie)

14. ALBANIA / ALBANIE (ST/LIS)

Date : 11-15 October / octobre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Gerassimos FOURLANOS, Judge by the Court of Appeal in Athens (Greece)
- ii) Mr Henrik HORN, Senior Adviser, Ministry of Justice, Oslo (Norway / Norvège)
- iii) Ms Eline WEEDA, Policy maker at the Investigation Department, Ministry of Justice, The Hague (Netherlands / Pays-Bas)

15. SWEDEN / SUÈDE (BJ)

Date : 18-22 October / octobre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Marin MRČELA, Judge, County Court, Zagreb (Croatia / Croatie)
- ii) Mr Alex BELLING, Coordinator policy on integrity, Ministry of the Interior and Kingdom Relations, Directorate-General Management Public Sector, The Hague (Netherlands / Pays-Bas)
- iii) Mr Antti PIHLAJAMAKI, Chief District Prosecutor, Public Prosecutor's Office, Administrative District, Turku (Finland / Finlande)

16. SPAIN / ESPAGNE (CAC)

Date : 18-22 October / octobre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mrs Anca JURMA, Head Prosecutor, International Cooperation Service, National Anticorruption Prosecutor's Office (Romania / Roumanie)
- ii) Mrs Jane LEY, Deputy Director, Government Relations and Special Projects, U.S. Office of Government Ethics, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- iii) Mr Jacek GARSTKA, Advisor in Justice and Home Affairs, Representation of the Republic of Poland to the EU, B-Brussels (Poland / Pologne)

17. LITHUANIA / LITUANIE (LIS)

Date : 6-10 December / décembre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Henry MATTHEWS, Professional Officer, Office of the Director of Public Prosecutions, Dublin (Ireland / Irlande)
- ii) Mrs Ülle RAIG, Legal adviser, [Ministry of Justice], Tallinn (Estonia / Estonie)
- iii) Mr Anton BARTOLO, Registrar of Companies and Director of the Company Compliance Unit, Malta Financial Services Authority, Attard (Malta / Malte)

18. "THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE" (BJ/LSL)

Date : 6-10 December / décembre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Dr Alastair BROWN, Advocate Depute, Advocate Deputes' Chambers, Edinburgh (United Kingdom / Royaume-Uni)
- ii) Mr Ahmet IMIRZALIOĞLU, Judge, Directorate General of International Law and External Relations, Ministry of Justice, Ankara (Turkey / Turquie)
- iii) Mr Algimantas ČEPAS, Director, Law Institute of Lithuania, Vilnius (Lithuania / Lituanie)

19. GERMANY / ALLEMAGNE (WR/CAC)

Date : 13-17 December / décembre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Antoine MacDONNCHA, Advisor Counsel, Office of the Attorney General, Dublin (Ireland / Irlande)
- ii) Mr William A. KEEFER, Assistant Commissioner, Office of Internal Affairs, United States Customs and Border Protection, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)

- iii) Mr Atle ROALDSOY, Senior Adviser, Police Department, Ministry of Justice, Oslo (Norway / Norvège)

20. BULGARIA / BULGARIE (LIS)

Date : 13-17 December / décembre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Håkan ÖBERG, Director, Division of International Affairs, Economic Crimes Bureau, Stockholm (Sweden / Suède)
- ii) Mr Joseph E. GANGLOFF, Senior Counsel, Office of International Affairs, U.S. Department of Justice, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- iii) Mr Robert FREMR, Presiding Judge, High Court in Prague (Czech Republic / République Tchèque)

Fields of competence within the evaluation teams / Domaines de compétence au sein des équipes d'évaluation

- i) Proceeds of corruption / Produits de la corruption
- ii) Public administration and corruption / Administration et corruption
- iii) Legal persons and corruption / Personnes morales et corruption

Secretariat member responsible /

CAC Carlo CHIAROMONTE
BJ Björn JANSON
MLR Manuel LEZERTUA
LIS Liubov SAMOKHINA

Membre du Secrétariat responsable

LSL Laura SANZ-LEVIA
CS Christophe SPECKBACHER
ST Spyros TSOVILIS
WR Wolfgang RAU